

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEIM LAQUAGE

14 Rue Jacques Monod
Zone Euro-Channel
76370 Neuville-Lès-Dieppe

Références : UDRD-2025-11-T-715
Code AIOT : 0005801311

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement SEIM LAQUAGE implanté 14, Rue Jacques Monod Zone Euro-Channel 76370 Dieppe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a pour objectif de faire un point sur :

- les suites de la visite du 15/12/2023 ;
- la vérification de la conformité de l'établissement avec l'arrêté ministériel du 20 avril 2023, modifiant certaines dispositions de l'arrêté du 30 juin 2006 (rubrique n°3260, "traitement de surface"), en particulier l'alinéa II du titre 10. Celui-ci impose la présence d'un système de détection automatique d'incendie pour les installations existantes à compter du 1er juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEIM LAQUAGE
- 14, Rue Jacques Monod Zone Euro-Channel 76370 Dieppe

- Code AIOT : 0005801311
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEIM LAQUAGE située à Dieppe exerce des activités de traitement de surface qui concernent la préparation de surface, l'application de peinture par poudrage et le laquage sur tout support, principalement métallique. Les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2012 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Ressource en eau d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.5.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Rejets à l'atmosphère des chaînes de traitement	Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 9.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.4.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Installation d'un système de détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a répondu que partiellement aux demandes qui lui ont été adressées dans les suites de la dernière visite. Aussi, l'exploitant devra sous deux mois :

- réaliser un test des poteaux incendie en simultané ou bien prendre l'avis du SDIS afin de s'assurer du dimensionnement de la ressource en eau comme moyen de lutte contre l'incendie ;
- transmettre les derniers contrôles de rejets à l'atmosphère pour les conduits n°15 à 17 ;
- transmettre les contrôles de rejets à l'atmosphère pour les conduits n°1, 4 et 12 pour l'année 2025.

Concernant la nouvelle disposition applicable depuis juillet 2024 relative à la mise en oeuvre d'une détection incendie pour les installations de traitement de surface existantes, l'exploitant a remis à l'inspection une analyse du risque incendie qu'il a réalisé avec l'aide d'un bureau d'études et à

l'appui de cette étude, l'exploitant envisage de solliciter un aménagement à l'installation d'un système de détection automatique d'incendie. Sur ce point, il est demandé à l'exploitant de justifier sous deux mois des motivations le conduisant à solliciter un tel aménagement: devis, éventuelles difficultés techniques, analyse des risques, etc.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ressource en eau d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.5.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 18/03/2024
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.5.4. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE Article 7.5.4.1. Défense extérieure L'exploitant assure la défense extérieure contre l'incendie par 2 poteaux d'incendie de 100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués sur des canalisations assurant pour chacun d'eux et simultanément un débit minimum de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200) et placés à moins de 100 mètres (pour le plus proche) et 200 mètres (pour les autres) de l'établissement par les chemins praticables. Ces hydrants doivent être implantés en bordure de chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. Article 7.5.4.2. Défense intérieure L'exploitant assure la défense Intérieure contre l'incendie par: e) des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres, b) des extincteurs à poudre de 6 kg, c) des extincteurs à dioxyde de carbone (CO2) près des appareils électriques [...]
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait fait remarquer à l'exploitant que la prescription réglementaire n'était pas scrupuleusement respectée puisque celle-ci impose que deux poteaux pris en simultané délivrent chacun au moins 60 m ³ /h (120m ³ /h au total) dont au moins un situé à moins de 100 m de l'établissement. Il avait été souligné l'importance d'un débit suffisant pour attaquer l'incendie via deux ressources et deux angles différents. En l'absence de test en simultané prouvant le respect de cette prescription, il avait été demandé à l'exploitant de prendre l'avis du SDIS 76 sur la question pour savoir si la ressource actuelle est suffisante dans le cadre de la stratégie de lutte contre un incendie sur l'établissement. A défaut, l'exploitant devait proposer des solutions techniques pour remédier à cette situation (installation d'une citerne souple par exemple). L'exploitant a présenté en salle les résultats des derniers contrôles des ressources incendie. Il est indiqué que :

- Le poteau incendie n°570 a été contrôlé le 19/11/2024 et délivre un débit max sous 1 bar de 54m³/h. A noter que le contrôle mécanique du poteau préconise le remplacement de plusieurs éléments numérotation/couvercles/capots/coffre/bouchons. Ce poteau est situé à moins de 100m de l'établissement mais ne respecte pas le débit minimum de 60m³/h.
- Le poteau incendie n°571 a été contrôlé le 19/11/2024 et délivre un débit sous 1 bar supérieur à 60m³/h. Là encore, le contrôle mécanique préconise le remplacement de la numérotation et des bouchons. Ce poteau est situé à plus de 100m de l'établissement.
- Le poteau incendie n°572 a été contrôlé le 18/11/2024 et délivre un débit sous 1 bar supérieur à 60m³/h. Ce poteau est situé à plus de 100m de l'établissement.
- La bouche incendie n°403 a été contrôlée le 08/11/2024, et délivre sous 1 bar un débit max supérieur à 60m³/h. Elle se situe à moins de 100m de l'établissement

Ces contrôles ont été organisés par la ville de Dieppe mais n'ont pas été réalisés simultanément (seuls les poteaux incendie n°570 et 571 ont été testés simultanément en 2022 et délivraient alors respectivement : 38m³/h et 140m³/h.),

Ainsi, rien ne prouve le respect strict de la prescription en l'absence d'un test simultané des poteaux listés ci-dessus. Notons toutefois que le site est entouré de 4 poteaux incendie (2 à moins de 100 m et 2 à plus de 100m) pour 2 poteaux incendie prescrits.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir contacté le SDIS à ce sujet. L'exploitant n'entretient pas de contact particulier avec le SDIS. Enfin, l'exploitant indique ne pas avoir de réserve d'extinction sur son site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande :

L'exploitant devra sous un mois :

-soit réaliser/ faire réaliser un test en simultané démontrant que 2 poteaux d'incendie assurent pour chacun d'eux et simultanément un débit minimum de 60m³/h sous une pression dynamique de 1 bar et placés à moins de 100 mètres (pour le plus proche) et 200 mètres (pour les autres) de l'établissement par les chemins praticables. Ces hydrants doivent être implantés en bordure de chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci, OU

- soit prendre l'avis du SDIS 76 sur la question pour savoir si la ressource actuelle est suffisante dans le cadre de la stratégie de lutte contre un incendie sur l'établissement. A défaut, l'exploitant devra proposer des solutions techniques pour remédier à cette situation (installation d'une citerne souple par exemple).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rejets à l'atmosphère des chaînes de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère des chaînes de traitement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/12/2023

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2024

Prescription contrôlée :

L'arrêté préfectoral prévoit notamment en son article 9.2.1 que des mesures à l'atmosphère doivent être réalisées par un organisme agréé suivant les fréquences suivantes :

- conduits n°1, 4 et 12 (tunnels de traitement) : paramètres à mesurer annuellement
- conduits n°2, 5, 13 (étuves) : tous les trois ans
- conduits n°3, 6, 7, 8, 14 (four des chaînes) : tous les trois ans
- conduit n°11 (four de pyrolyse) : tous les trois ans
- conduits n°9 et 10 (cabines peinture) : tous les trois ans

Constats :

L'exploitant a présenté le jour de la visite le rapport de contrôle de la campagne de mesures des rejets atmosphériques réalisée les 22, 23 et 24 juillet 2024.

1) L'inspection a constaté que les VLE sont bien respectées et notamment celles concernant les vitesses d'éjections des fumées.

2) Les conduits n°15 à 17 n'ont pas été contrôlés en 2024.

Demande n°1 : l'exploitant fournira le dernier contrôle de manière à ce que l'inspection s'assure du respect des VLE et de la fréquence de contrôle.

3) Les conduits n°1, 4 et 12 ont bien été contrôlés en 2024.

Demande n°2 : l'exploitant adressera les contrôles de 2025 afin que l'inspection s'assure que ces conduits sont désormais contrôlés annuellement, ainsi que le plan de maintenance démontrant la prise en compte de ces contrôles annuels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 :

L'exploitant fournira le dernier contrôle des rejets 15 à 17 de manière à ce que l'inspection s'assure du respect des VLE et de la fréquence de contrôle, sous deux mois

Demande n°2 :

L'exploitant transmettra les contrôles de 2025 relatifs aux rejets 1, 4 et 12 afin que l'inspection s'assure que ces conduits sont désormais contrôlés annuellement, ainsi que le plan de maintenance démontrant la prise en compte de ces contrôles annuels, sous deux mois

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2012, article 7.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2024
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou mobile (cuve, container, citerne routière...) contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associés à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grandes des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir- 50 % de la capacité des réservoirs associés <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositifs d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>[...]</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquides et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p>
Constats : <p>Il avait été constaté lors des précédentes inspections que la capacité de rétention de la chaîne verte était suffisamment dimensionnée. En revanche, un regard au fond de la rétention directement reliée à une cuve tampon en entrée de la STEP de l'usine au moyen d'une pompe de relevage automatique avait retenu l'attention de l'inspection.</p> <p>Aussi, si le volume de rétention était bien respecté, l'inspection notait que le point 7.4.4 de l'arrêté préfectoral n'était pas entièrement respecté. En effet, l'arrêté préfectoral indique que « les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les rétentions ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. »</p> <p>En ce sens, il avait été demandé un plan d'actions afin de mettre la chaîne de traitement verte en conformité avec l'arrêté préfectoral. L'exploitant n'a à ce jour pas transmis de tel plan. Cependant, il est à préciser que l'atteinte d'un niveau haut dans la cuve tampon de réception commande automatiquement l'arrêt de la pompe de relevage de la rétention de la chaîne verte vers cette même cuve. Ce dispositif limite les risques de débordements en cas d'écoulements accidentels. Aussi, la cuve tampon à l'entrée de STEP peut s'apparenter à une rétention déportée placée en aval de la chaîne de traitement de surface et en amont de la STEP. La rétention était vide de tout liquide lors de la visite. Ainsi, l'inspection considère que cette prescription est respectée, sous réserve que le fonctionnement de l'asservissement de la pompe de relevage soit régulièrement testé..</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Installation d'un système de détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-II
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une évolution réglementaire apportée par l'arrêté ministériel du 20/04/2023, est venue modifier l'arrêté ministériel du 30/06/2006 encadrant les activités de traitement de surfaces à autorisation sous la rubrique 3260.</p> <p>Aussi, en application de l'alinéa II du titre 10 de l'arrêté susvisé, la présence d'un système de détection automatique d'incendie est rendue obligatoire pour les installations existantes à compter du 1er juillet 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables ; - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surfaces. <p>Il est à noter que le texte réglementaire prévoit également les dispositions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le déclenchement d'une alarme incendie doit entraîner l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains) ; - le dispositif de détection doit comprendre au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. <p>En conséquence, l'exploitant devait prendre des dispositions pour respecter les échéances nationales fixées par la réglementation. En effet, il ne dispose pas de détection automatique d'incendie sur son site.</p> <p>Suite à la visite de 2024, l'exploitant a eu de nombreux échanges par courriel avec l'inspection à propos de ces nouvelles prescriptions.</p> <p>Dans un courriel adressé à l'inspection en date du 29/04/2024, l'exploitant indiquait qu'il avait sollicité des entreprises spécialisées dans le domaine et les échanges concluaient que <i>"la mise en œuvre de ce type d'installations est très compliquée techniquement et onéreuse compte tenu de la taille du site"</i>. Il indique également avoir consulté un bureau d'études à propos de cette problématique qui, à l'issue d'une analyse du risque incendie, conclut à une <i>"inadéquation des prescriptions ministérielles compte tenu des process utilisés par SEIM"</i>. Il argumente de la manière suivante :</p>

*"-l'entreprise est munie d'un système de chauffe de bain par échangeur à plaques déportées. La température des bains n'excède pas 55 °C et les cuves sont en matériaux incombustibles.
-En plus de la vérification des armoires électriques annuelles, l'exploitant fait réaliser des inspections par thermographies de celles-ci.
-L'intégration de sondes de températures risquerait de générer des arrêts de chaînes intempestifs.
-Aucun stockage de liquides inflammables n'est présent sur le site
-Lorsque le site est en fonctionnement, du personnel est toujours présent".*

Dans un courriel du 31/05/2024, l'inspection n'a pas accordé la demande de dérogation sur le sujet du risque incendie. En effet, l'accidentologie révèle que les dysfonctionnements électriques sont en grande majorité à l'origine des incendies. De plus, aucune mesure compensatoire n'a été identifiée pour permettre d'assurer un niveau de sécurité équivalent quant à la détection d'un départ de feu. La vérification annuelle des installations électriques est aussi une obligation réglementaire à laquelle le site doit se conformer. De plus, il est fait remarquer à l'exploitant que lors de la dépose de son dossier de demande d'autorisation, il était prévu l'installation d'une détection incendie, notamment dans les locaux abritant les installations de traitement de surface. Dans ces locaux, il avait été identifié la présence de matières combustibles (notamment des câbles).

Le 20/06/2024, l'exploitant a proposé par courriel une détection incendie ciblée dans les armoires électriques. Toutefois, l'inspection a demandé à l'exploitant de poursuivre sa réflexion pour identifier une technologie de détection adaptée sur le plan technico-économique.

Puis, l'exploitant a transmis un courrier dans lequel il indique que plusieurs prestataires se sont déplacés dans les ateliers avec notamment un prestataire pour l'étude et la réalisation d'un système incendie et un autre prestataire pour l'analyse du risque incendie mentionnée précédemment.

L'analyse de risques relative à la détection incendie du site conclut que :

-la stratégie d'identifier les sources de départ de feu et d'installer une détection ciblée sur les zones concernées plutôt qu'une détection générale sur l'ensemble du bâtiment permet de limiter les déclenchements intempestifs

-l'analyse d'accidentologie montre que beaucoup de cas rencontrés associés aux incendies de traitement de surface ne pourraient se produire sur le site en raison de la technologie utilisée au sein de l'établissement : température des bains 45°C maximum, absence de thermoplongeurs et de cannes chauffantes et des cuves en acier inox.

-l'analyse des retours d'accidents de la base du BARPI met en avant des scénarios reproductibles sur le site de l'exploitant essentiellement s'ils sont liés à des départs de feu sur des moteurs ou des armoires électriques (sauf cas non identifiés ou acte de malveillance).

Concernant les moteurs électriques, le bureau d'étude estime que les départs de feu sur des moteurs électriques peuvent être identifiés et maîtrisés sans qu'il soit nécessaire d'ajouter une détection incendie à condition que l'environnement des moteurs reste dégagé de toutes matières combustibles, qu'ils soient nettoyés fréquemment et qu'il y ait des extincteurs compatibles au feu électrique à proximité. La détection du départ de feu reposerait sur une détection olfactive et visuelle par les opérateurs.

Concernant les armoires électriques, l'incendie peut en revanche se propager. Pour éviter la propagation, le bureau d'étude préconise une zone d'exclusion de matières combustibles en fonction du volume de l'armoire (plus l'armoire est volumineuse, plus la quantité de câble et de matières plastiques à l'intérieur sera importante). Lorsque le retrait de toute matière combustible de la zone d'exclusion n'est pas possible, il est recommandé d'installer un moyen d'extinction automatique tel qu'un système d'extincteurs reliés aux armoires électriques.

L'exploitant a également indiqué fonctionner en 2x8 et que personne n'était présent lors des

week-ends, ce qui implique des moments où aucun salarié n'est présent dans l'entreprise. Il existe bien un gardiennage de la zone d'activité mais qui n'est pas spécifique à la société.

Le jour de la visite, l'exploitant ne disposait pas de détection incendie dans son établissement mais s'est dit enclin à suivre les conclusions du rapport et à faire installer des détecteurs à proximité des armoires électriques.

En revanche, il ne souhaite pas installer une détection automatique d'incendie dans la totalité des locaux concernés par la prescription. Il argumente en reprenant les éléments du rapport du bureau d'étude, à savoir: l'absence de source de chaleur directe dans les bains, uniquement la solution dégraissante qui est chauffée, l'utilisation de bacs inox et des produits avec des bases aqueuses.

Il fournit par ailleurs les FDS de 3 des produits utilisés : GARDOBOND A 4940 (1250 kg), SURTEC 414 et SURTEC 432. Il s'avère qu'aucun de ces produits n'est inflammable.

L'inspection, lors de la visite a effectivement pu constater que l'exploitant n'utilisait ni résistances, ni électrodes pour chauffer ses bains.

L'exploitant a par ailleurs transmis, postérieurement à l'inspection :

- le certificat Q18 en date du 21/02/2025 qui a consisté en une vérification partielle des installations électriques (dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel non vérifiés) et qui conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

- le certificat Q19 en date du 25/08/2022, compte-rendu de contrôle d'une installation électrique par thermographie infrarouge. À noter que l'ensemble des appareils déclarés n'ont pas tous été contrôlés.

Une expertise par une société spécialisée dans l'installation de système de détection automatique d'incendie a bien été menée selon l'exploitant. Celle-ci aurait démontré l'impossible faisabilité technico-économique de la mise en place d'un tel système sur toute la surface des locaux abritant l'installation de traitement de surfaces. Cependant, aucun rapport ne lui a été remis même si l'exploitant évoque un coût estimé à plusieurs centaines de milliers d'euros. Aussi, avant de déterminer si une détection automatique localisée est envisageable, l'inspection des installations classées souhaite disposer d'éléments démontrant cette impossibilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 :

Afin d'évaluer la faisabilité technique et économique d'une détection généralisée dans l'ensemble des locaux à risques, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs nécessaires (devis, contraintes techniques, etc.). Ces éléments permettront d'étudier la pertinence d'une dérogation, ainsi que les mesures compensatoires proposées par l'exploitant pour assurer la détection des incendies.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois